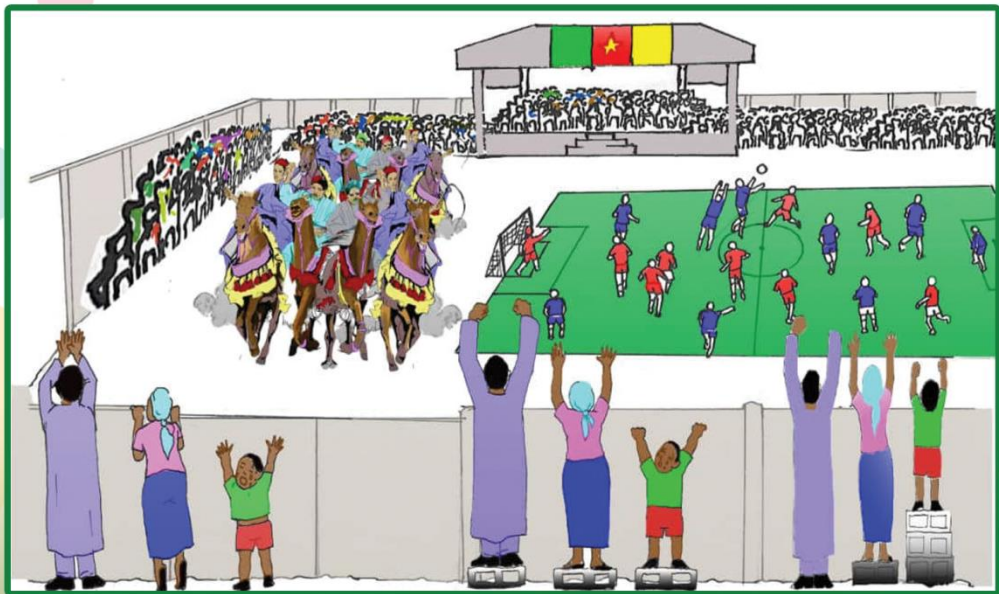




PROJET JEUNESSE ET STABILISATION POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ DANS LA REGION DE L'EXTRÊME-NORD DU CAMEROUN (MAI 2019 – AVRIL 2021)



**CONTENU ET PROCESSUS DE PRISE EN CHARGE
PSYCHOSOCIAL DES JEUNES À RISQUES ET
EXPOSÉS À L'EXTRÉMISME VIOLENT DE BOKO
HARAM À L'EXTRÊME-NORD CAMEROUN**

SIGLE

COVI	:	Comité de Vigilance
VBG	:	Violences Basées sur le Genre
RECOPE	:	Réseau Communautaire de Protection de l'Enfant
DIAPADOS	:	Dispositif Itinérant d'Assistance Psychosociale aux Adolescents
CEMEJEUN	:	Centres Multifonctionnels d'Encadrement des Jeunes
CAPSYSO	:	Centre d'Accompagnement Psychosocial
ACDC	:	Association Camerounaise pour le Développement Communautaire
COOPI	:	Cooperazione Internazionale
RESAEC	:	Réseau des animateurs pour l'Éducation des Communautés
ALDEPA	:	Action Locale pour un Développement Participatif et Autogéré
JAPSSO	:	Jeunesse Active pour la lutte contre la Pauvreté, le VIH/SIDA et Ses Souffrances
MINAS	:	Ministère des Affaires Sociales
MINEDUB	:	Ministère de l'Éducation de Base
MINJEC	:	Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique
MINSANTE	:	Ministère de la Santé Publique
MINADER	:	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINEPIA	:	Ministère de l'Élevage, de la Pêche et des Industries Animales
MINPMEESA	:	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Artisanat et de l'Économie Sociale
CCAS	:	Commission Communale d'Assistance Sociale

CONTEXTE

Si la riposte militaire de la FMM à la crise Boko Haram a apporté une relative accalmie à la crise sécuritaire dans la région de l'Extrême-Nord à partir de 2016, les populations, prises entre deux feux, étaient fragmentées. En plus du grand nombre des réfugiés et déplacés internes, il fallait gérer le retour d'ex-associés au groupe armé. Ce qui nécessitait une médiation avec les communautés pour préparer l'accueil et l'acceptation de ces candidats à la réintégration, d'autant plus que les attaques terroristes continuent.

C'est en réponse à cette nécessité que trois agences des Nations Unies (UNFPA, PNUD et UNICEF), avec le cofinancement de l'Union européenne, ont mis sur pied le projet conjoint "Jeunesse et Stabilisation pour la Paix et la Sécurité dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun" (JSPS). Il est mis en œuvre dans 12 localités des trois départements de la région les plus touchés par la crise. Dans le cadre du projet, des organisations partenaires d'implémentation (ACDC, RESAEC et COOPI) ont été appuyées dans la mise en place des structures et mécanismes d'accompagnement psychosocial des jeunes et adolescents vulnérables à l'extrémisme violent.

L'importance de ce volet du projet consistait à encadrer les jeunes les plus vulnérables (victimes ou exposés aux risques d'enrôlement) : ex-otages, femmes et enfants alliés, pratiquants des frontières, moto-taximen, membres des COVI, survivantes de VBG, ex-prisonniers, élèves coraniques... dont certains manifestaient des crises de santé mentale. L'encadrement est axé sur l'offre des services de soutien psychosocial, pour favoriser le plein épanouissement social de ces jeunes et le renforcement de leur résilience face aux risque de ré enrôlement et remobilisation par les groupes extrémistes violents.

ATTENTES...

Le volet psychosocial du projet JSPS se réfère au résultat 3 du projet, à savoir: les jeunes directement exposés aux actes de violence, en particulier les filles, les ex-associés et otages à Boko Haram, les membres de COVI, les jeunes exposés (moto-taximen et pratiquants des frontières), sont mentalement préparés et équipés pour leur réintégration dans les communautés.

En plus de ce résultat, les autres attentes du projet sont:

- Les jeunes sont renforcés par les leaders communautaires et les familles, pour jouer un rôle dans la paix et la sécurité, la promotion de l'équité genre et la prévention des violences ;
- Les jeunes élèves coraniques reçoivent une formation basée sur l'alphabétisation fonctionnelle et l'éducation civique axée sur la tolérance, le respect de la diversité ;
- Les jeunes vulnérables, en particulier les filles et les femmes, les ex-associés et otages, les membres de COVI, etc. sont autonomisés sur le plan socioéconomique ;
- Les connaissances sont capitalisées à travers la recherche-action pour informer les parties prenantes au niveau régional et à l'échelle de la sous-région, afin de mieux se positionner et orienter les interventions de prévention des violences à l'endroit des jeunes.

PROCESSUS

- Profilage des bénéficiaires et sélection à partir de 50 critères de vulnérabilité structurés autour des 07 dimensions de la sécurité humaine (personnelle, alimentaire, sanitaire, économique, environnementale, communautaire et politique), en collaboration avec les communautés et les communes ;
- Implication des organisations intervenant dans les zones d'intervention comme partenaires d'exécution, pour assurer une présence de proximité aux côtés des cibles ;
- Séquençage périodique des activités du projet en jalons de trois mois ;
- Mise en place des structures d'encadrement en collaboration avec les leaders locaux : RECOPE, DIAPADOS, CEMEJEUN, CAPSYSO, Plateformes communautaires de médiation pour la réintégration, ambassadeurs de paix ;
- Renforcement des capacités des acteurs locaux (membres des plateformes, ambassadeurs de paix, membres des clubs des adolescents, etc.) pour assurer la pérennisation de l'animation des structures d'encadrement.

Tout au long de la mise en œuvre, les partenaires d'exécution ont surmonté les obstacles logistiques et des difficultés d'accès dans certaines communautés cibles. Par exemple, des moniteurs ont été placés dans chaque village cible, ou à défaut au niveau des communes, et équipés de moto. Les structures d'encadrement ont aussi bénéficié de matériels de travail et d'animation communautaire.

Après des séances d'écoute psychologique, les personnes présentant des cas graves de crise mentale ont été référées aux

spécialistes de santé mentale pour une prise en charge psychiatrique en amont de l'appui psychosocial.

Y ONT ŒUVRÉ...

- Les Agences de Nations Unies porteuses du projet avec l'UNFPA : le PNUD et l'UNICEF ;
- Le Partenaire de co-financement: l'Union européenne
Les Partenaires de mise en œuvre: ACDC, RESAEC, COOPI, Plan Cameroun, ALDEPA, JAPSSO, Demtou ;
- Les Sectoriels du gouvernement : MINAS, MINEDUB, MINJEC, MINSANTE, MINADER, MINEPIA, MIMPMEESA.
Les Partenaires locaux : les communes à travers les CCAS

RESULTATS

Au niveau des structures d'encadrement :

- 12 RECOPE, DIAPADOS et Clubs d'adolescents mis sur pied par COOPI ;
- 06 CEMEJEUN mis sur pied par ACDC dans le Logone-et-Chari et légalisés en GIC ;
- 04 CAPSYSO mis sur pied par RESAEC dans le Mayo-Sava ;
- 10 Plateformes mises sur pied dont 04 dans le Logone-et-Chari par ACDC, 04 dans le Mayo-Sava par RESAEC et 02 dans le mayo sanaga par Plan International.

Au niveau des bénéficiaires :

- 32 malades mentaux pris en charge dans le Logone-et-Chari dont 27 sont totalement rétablis, et 34 dans le Mayo-Sava ;
- 81 jeunes (12-29 ans) ayant subi des traumatismes psychologiques ont été pris en charge, en thérapie individuelle ou de groupe, par des psychologues dans les trois départements
- 1325 jeunes (12– 29 ans), dont 47% de filles/femmes, exposés aux actes graves de violence sont préparées et mentalement équipés dans 14 centres communautaire de soutien psychosocial pour leur intégration dans la communauté dans les trois départements cibles du projet.
- 467 enfants (158 filles et 309 garçons) de 12 à 17 ans encadrés dans les 11 DIAPADOS, parmi lesquels 281 élèves coraniques (113 filles et 168 garçons) ;

Au niveau des encadrants communautaires formés et équipés :

- 210 membres (54 filles et 56 garçons) de clubs des adolescents, soit 10 par club et 121 membres de RECOPE à raison de 11 par réseau ;
- 240 membres de plateforme (55 filles et 65 garçons) de plateforme, soit 15 par plateforme ;
- 496 ambassadeurs communautaires de la paix formés et équipés notamment de boîte à images pour animer des causeries éducatives, des sketches, des photo voices, des jeux de questions-réponses, pour la promotion de la paix, de la sécurité et de l'équité de genre ;

Au niveau des initiatives communautaires :

- Pépinières mises sur pied par les bénéficiaires dans la commune de Fotokol (initiation à l'agroforesterie) ;
- Exploitation d'un champ communautaire de 10 hectares par les membres de la plateforme d' Afade ;
- Lancement de plusieurs AGR axées sur l'agriculture, l'artisanat et le commerce.
- compétitions sportives et culturelles (dances) organisées pour la cohésion sociale ;
- ateliers de formation artisanale et d'éducation aux compétences de vie courante, dont l'économie ;
- participation des jeunes bénéficiaires à la cérémonie de la fête de la jeunesse le 11 février 2021 à Afade
- foire-exposition des produits agricoles et artisanaux fabriqués par les bénéficiaires à l'occasion de la cérémonie de la fête de la femme le 8 mars 2021 à Mora.

IMPACTS REMARQUABLES DANS LES COMMUNAUTÉS

- Relance de l'économie locale longtemps fragmentée par la crise;
- Initiation de certains services qui n'existaient pas dans les communautés (coiffure avec les tondeuses électriques, impressions des documents, saisie, photocopie) ;
- Malades mentaux rétablis ;
- Renforcement de la cohésion sociale, de l'acceptation et de la tolérance ;
- Renforcement des COVI et réduction des attaques dans certaines communautés (Logone-et-Chari) ;
- Amélioration de la perception des communautés sur la réintégration des ex-associés à Boko Haram.

A RETENIR

- Compte tenu du poids non négligeable du facteur culturel, et pour ne pas risquer d'entrer en conflit avec les mœurs des populations, il est important d'utiliser les leaders communautaires comme point d'entrée. Et par la suite, engager un moniteur qui a la connaissance du contexte socioculturel de la zone et une connaissance minimale des langues locales ;
- Lors des interventions humanitaires, de nombreux chefs locaux ont été guidés par leur élan de favoritisme dans la sélection des bénéficiaires. Dans le cas du projet JSPS, l'élaboration des critères de sélection et l'implication des communautés a pallié ce risque. Pour confirmer la neutralité et l'impartialité, les listes des bénéficiaires ont été validées par les communes à travers les CCAS ;

- Les partenaires locaux devraient se constituer en consortium dans chaque département pour la mise en œuvre des activités. Dans le cas présent, il a été constaté des manques de coordination et de complémentarité entre les interventions des différentes organisations ;
- Dans le cadre de l'éducation à l'insertion socioéconomique, il est important de faire appel aux entrepreneurs locaux pour des partages d'expériences et la formation pratique des bénéficiaires à l'entrepreneuriat, suivant les filières porteuses disponibles au plan local ou communal.




POUR UNE PERFORMANCE OPTIMALE

- Renforcer les capacités des communes et des sectoriels, comme c'est le cas avec les médiateurs communautaires, pour un appui pérenne des structures d'encadrement mis sur pied dans le cadre du projet ;
- Harmoniser les programmes des structures mis sur pied dans le cadre du projet avec ceux des structures étatiques existantes offrant des services similaires, pour qu'il n'y ait pas déphasage entre structures ;
- Doter les bénéficiaires en fin de formation dans les centres d'un appui matériel (machine à coudre par exemple) et d'une attestation de formation pour leur permettre de valoriser leurs acquis et s'ouvrir à des opportunités d'insertion socioéconomique et socioprofessionnelle ;
- Dans la logique du développement local, les communes peuvent définir une ligne dans le budget communal pour l'accompagnement des centres afin d'en assurer la durabilité ;
- Les communes, en collaboration avec les sectoriels et les acteurs locaux peuvent créer des centres répondant au besoin d'encadrement psychosocial et socioéconomique des jeunes dans les zones reculées des centres administratifs, pour rapprocher ces services des cibles, et s'appuyer sur ces « centres de proximité » pour mener des activités qui nécessitent une descente dans les communautés.



Assurer les droits et les choix pour tous depuis 1969

 Rond Point Bastos
 UNFPACameroon
 +237 222 219 863
 <http://cameroon.unfpa.org>

 Rond Point Bastos
 UNFPACameroon
 cameroon.office@unfpa0prg

Leave no one behind !